

L'an DEUX MIL DIX-HUIT, le VENDREDI 21 SEPTEMBRE, à 17 h 04, le Conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en quatrième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire faite en application des articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des Collectivités territoriales (séance clôturée à 20 h 03).

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des Collectivités territoriales, procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance prise dans le sein du Conseil municipal. BÉLIM Audrey a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ÉTAIENT PRÉSENTS

ANNETTE Gilbert / LOWINSKY Jacques / ORPHÉ Monique (arrivée à 17 h 28 au Rapport n° 18/4-008) / MAILLOT Gérald / VÉLOUPOULÉ-MERLO Nalini / ADAME Brigitte / HOAREAU Jean-François / COUDERC Alain / FONTAINE Gabrielle / BELDA David / HOARAU Brigitte (arrivée à 17 h 18 au Rapport n° 18/4-003) / PESTEL René Louis / ISIDORE Marylise / DELORME Éric / ANDAMAYE Marie-Annick / KICHENIN Virgile / BOMMALAIS Geneviève / EUPHRASIE Didier / LESCAT Michel / SUDNIKOWICZ Christiane / ASSABY Maximilien / MARCHAU Jean-Pierre / MAMODE Nourjhan / CADJEE Ibrahim / HUMBLOT Nicole (arrivée à 17 h 15 au Rapport n° 18/4-002) / JAVEL François / FIDJI Jean-Claude / NAILLET Philippe / BARDINOT Sonia / BAREIGTS Éricka (arrivée à 17 h 19 au Rapport n° 18/4-003) / ARLANDON Corine / MÉLADE Thierry / SILOTIA William / BÉLIM Audrey / FOURNEL Dominique (arrivé à 17 h 47 au Rapport n° 18/4-016) / ANILHA Fernande / DOKI-THONON Lisianne / HUBERT Richenel / TÉCHER Régis / MOREL Jean-Jacques (arrivé à 17 h 21 au Rapport n° 18/4-004) / LATRA Sylvie / VITRY Faouzia / HO-SHING Cynthia (arrivée à 17 h 13 au Rapport n° 18/4-001)

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Pour toute la durée de la séance

FRANÇOISE Gérard

CLAIN Claudette

CHOPINET Gérard

VOLIA-GARNIER Laetitia

par FONTAINE Gabrielle

par CADJEE Ibrahim

par SILOTIA William

par LOWINSKY Jacques

À partir de son départ à 18 h 42 au Rapport n° 18/4-031

JAVEL François

par LESCAT Michel

Pour toute la durée de la séance

DUCHEMANN Yvette

LOYHER Jeanne

ALI Laïnati

par HOAREAU Jean-François

par MAILLOT Gérald

par ARLANDON Corine

À l'arrivée de son mandataire à 17 h 21 au Rapport n° 18/4-004

LAGOURGUE Michel

par MOREL Jean-Jacques

Pour toute la durée de la séance

HOARAU Serge

par HUBERT Richenel

Les membres présents, au nombre de 43 sur 55, ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales.

ORDRE DU JOUR DE SÉANCE

Sur proposition du Maire, le Rapport n° 18/4-066 relatif à des changements de dénominations de voies a été inscrit en ordre du jour de séance complémentaire.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des Collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre du CCAS de Saint-Denis	Rapport n° 18/4-021
ANDAMAYE Marie-Annick	(délégués / Ville)		
BOMMALAIS Geneviève			
FONTAINE Gabrielle			
HOAREAU Jean-François			
LESCAT Michel			
MAMODE Nourjhan			
VITRY Faouzia			
HUBERT Richenel			
ASSABY Maximilien	(lien de parenté)	au titre de RUN Action	
EUPHRASIE Didier	(délégués / Ville)	au titre du SIDÉO	Rapport n° 18/4-042
MARCHAU Jean-Pierre			
LOWINSKY Jacques	- titulaires -		
MAILLOT Gérald			
KICHENIN Virgile			
BOMMALAIS Geneviève	- suppléants -		
NAILLET Philippe	(élu délégué)	au titre du PRUNEL	Rapport n° 18/4-045
KICHENIN Virgile	(délégué / Ville)	au titre du CAUE	
KICHENIN Virgile	(délégué / Ville)	au titre de la SIDR	Rapport n° 18/4-046
(1) ARMAND Alain	(délégué / Département)		
BELDA David	(délégué / Ville)	au titre de la SÉDRÉ	Rapport n° 18/4-047
BELDA David	(délégué / Ville)	au titre de la SÉDRÉ	Rapport n° 18/4-048
BELDA David	(délégué / Ville)	au titre de la SÉDRÉ	Rapport n° 18/4-049
KICHENIN Virgile	(délégué / Ville)	au titre de la SIDR	Rapport n° 18/4-051
(1) ARMAND Alain	(délégué / Département)		
MAILLOT Gérald	(lien de parenté)	terrains sur chemin Dufourg-les-Hauts à la Bretagne	Rapport n° 18/4-057
NAILLET Philippe	(élu délégué)	au titre du PRUNEL	Rapport n° 18/4-058
(2) DUCHEMANN Yvette	(déléguée / Département)	au titre de l'ÉPFR	
NAILLET Philippe	(délégués / CINOR)		
(3) LOYHER Jeanne			
(4) FRANÇOISE Gérard			
(5) HOARAU Serge			
NAILLET Philippe	(élu délégué)	au titre du PRUNEL	Rapport n° 18/4-059
(2) DUCHEMANN Yvette	(déléguée / Département)	au titre de l'ÉPFR	
NAILLET Philippe	(délégués / CINOR)		
(3) LOYHER Jeanne			
(4) FRANÇOISE Gérard			
(5) HOARAU Serge			
BELDA David	(délégué / Ville)	au titre de la SÉDRÉ	
(2) DUCHEMANN Yvette	(déléguée / Département)	au titre de l'ÉPFR	Rapport n° 18/4-063
NAILLET Philippe	(délégués / CINOR)		
(3) LOYHER Jeanne			
(4) FRANÇOISE Gérard			
(5) HOARAU Serge			
BELDA David	(délégué / Ville)	au titre de la SÉDRÉ	

CCAS... Centre communal d'Action sociale de Saint-Denis
PRUNEL Projet de Rénovation urbaine Nord-Est-Littoral
SIDR Société immobilière du Département de la Réunion
ÉPFR Établissement public foncier de la Réunion

SIDÉO Syndicat d'Exploitation d'Eau océanique
CAUE Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement
SÉDRÉ Société d'Équipement du Département de la Réunion
CINOR Communauté intercommunale du Nord de la Réunion

(1) à (5) absent(e) à la séance

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS

Élus	Horaires	Remarques
DOKI-THONON Lisianne	arrivée à 17 h 13	au Rapport n° 18/4-001
HO-SHING Cynthia	arrivée à 17 h 13	au Rapport n° 18/4-001
HUMBLLOT Nicole	arrivée à 17 h 15	au Rapport n° 18/4-002
HOARAU Brigitte	arrivée à 17 h 18	au Rapport n° 18/4-003
BAREIGTS Éricka	arrivée à 17 h 19	au Rapport n° 18/4-003
MOREL Jean-Jacques	arrivé à 17 h 21	au Rapport n° 18/4-004
ORPHÉ Monique	arrivée à 17 h 28	au Rapport n° 18/4-008
FOURNEL Dominique	arrivé à 17 h 47	au Rapport n° 18/4-016
ANILHA Fernande	sortie de 18 h 20 à 18 h 22	du Rapport n° 18/4-022 au Rapport n° 18/4-023
ARLONDON Corine	sortie de 18 h 20 à 18 h 27	du Rapport n° 18/4-022 au Rapport n° 18/4-024
BAREIGTS Éricka	sortie de 18 h 21 à 19 h 29	du Rapport n° 18/4-022 au Rapport n° 18/4-044
HO-SHING Cynthia	sortie de 18 h 42 à 18 h 59	du Rapport n° 18/4-031 au Rapport n° 18/3-035
HUBERT Richenel	sorti de 18 h 42 à 19 h 02	du Rapport n° 18/4-031 au Rapport n° 18/4-036
TÉCHER Régis	sorti de 18 h 42 à 19 h 02	du Rapport n° 18/4-031 au Rapport n° 18/4-036
LOWINSKY Jacques	sorti de 18 h 44 à 18 h 54	du Rapport n° 18/4-031 au Rapport n° 18/4-033
CADJEE Ibrahim	sorti de 18 h 53 à 18 h 56	du Rapport n° 18/4-032 au Rapport n° 18/4-034
ANILHA Fernande	sortie de 18 h 56 à 19 h 01	du Rapport n° 18/4-034 au Rapport n° 18/3-036
LATRA Sylvie	sortie de 18 h 57 à 19 h 03	du Rapport n° 18/4-034 au Rapport n° 18/3-037
CADJEE Ibrahim	sorti de 19 h 00 à 19 h 03	du Rapport n° 18/4-035 au Rapport n° 18/4-038
ARLONDON Corine	sortie de 19 h 00 à 19 h 12	du Rapport n° 18/4-035 au Rapport n° 18/3-041
BARDINOT Sonia	sortie de 19 h 05 à 19 h 20	du Rapport n° 18/4-039 au Rapport n° 18/4-043
BELDA David	sorti de 19 h 07 à 19 h 24	du Rapport n° 18/4-041 au Rapport n° 18/4-044
MÉLADE Thierry	sorti de 19 h 07 à 19 h 24	du Rapport n° 18/4-041 au Rapport n° 18/4-044
ANDAMAYE Marie-Annick	sortie de 19 h 07 à 19 h 30	du Rapport n° 18/4-035 au Rapport n° 18/3-045
ADAME Brigitte	sortie de 19 h 18 à 19 h 22	du Rapport n° 18/4-042 au Rapport n° 18/3-044
JAVEL François	parti à 18 h 42	au Rapport n° 18/4-031 (procuration à LESCAT Michel)
HUBERT Richenel	parti à 19 h 26	au Rapport n° 18/4-044

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018 et que le nombre de Conseillers municipaux présents a été de 43 sur 55.

OBJET **Constitution de la Société publique locale "OPE"**
Approbation des statuts, de l'adhésion et de la souscription au capital social

1 - Le contexte

La Ville de Saint-Denis met en œuvre une politique volontariste et ambitieuse en matière de développement des modes d'accueil péri et extrascolaires pour les enfants scolarisés permettant ainsi aux familles de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale et d'offrir aux enfants des loisirs éducatifs.

Le Projet éducatif global (PEG) constitue un axe politique majeur et prioritaire pour la Ville de Saint-Denis. L'égal accès de toutes les familles à ces structures, même les plus fragilisées, est une préoccupation constante de la Ville dans la mise en œuvre de cette politique.

Pour la mettre en œuvre, la Ville offre des services exploités en régie mais pour la plupart elle subventionne des associations locales. Elle affecte ainsi annuellement plus de 8M€ de subventions à la mise en œuvre de cette politique.

La Ville entend renforcer la maîtrise, favoriser la mutualisation et développer des outils de suivi afin de garantir le bon emploi des fonds publics, dans une période de raréfaction des moyens accordés aux collectivités locales et pérenniser les dispositifs mis en œuvre.

Afin d'assurer durablement l'avenir des services à la population et, de manière induite, celui des emplois, la collectivité souhaite créer une société publique locale (S.P.L.) qui reprendra progressivement l'activité des associations qui interviennent aujourd'hui dans le P.E.G.

Il s'agit de l'option la plus pertinente pour transférer les activités et les salariés des associations dans un cadre privé (comptabilité, code du travail, conventions collective), tout en garantissant une maîtrise 100 % publique.

Ce dispositif permet également de valoriser l'action menée jusqu'alors par les associations.

C'est donc une démarche concertée qui est proposée dès la phase de création de la S.P.L. et de transfert des personnels. Pour ces derniers, l'avenir de leur emploi est ainsi renforcé et leurs compétences sont reconnues.

2 - Caractéristiques, avantages et organes d'une SPL

2.1 - Caractéristiques

La SPL est un outil juridique, créé par la loi du 28 mai 2010, au service des collectivités locales qui présente les caractéristiques générales suivantes :

- c'est une Société anonyme (SA) ;

- l'actionnariat de la SPL est exclusivement public (collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales) ;
- la SPL doit avoir au moins deux actionnaires qui ont une compétence en commun ou partagée ;
- elle peut intervenir pour des opérations d'aménagement, de construction, l'exploitation de services publics industriels et commerciaux ou toutes autres activités d'intérêt général ;
- elle est créée pour une durée maximale de 99 ans ;
- elle ne peut agir que pour et sur le territoire de ses membres ;
- la gestion d'un service public peut lui être confiée sans mise en concurrence préalable (relation « in house ») ;
- le contrôle exercé par les actionnaires doit être identique à celui des collectivités sur leurs propres services ;
- ses salariés sont soumis au droit privé ;
- la SPL tient une comptabilité commerciale ;
- pour ces achats, elle est soumise à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

2.2 - Avantages

Les avantages de la SPL pour une collectivité sont les suivants.

- La maîtrise politique
Les collectivités actionnaires sont les seules « maîtres à bord » ; elles ont la garantie que la SPL fera droit à leurs orientations stratégiques et politiques.
- L'ancrage territorial
La SPL est une entreprise locale qui sera en mesure d'apporter des solutions adaptées aux enjeux locaux, de créer des emplois, de privilégier des ressources locales.
- La priorité donnée à l'intérêt général
La logique de performance de la SPL n'est pas guidée par une recherche de profit mais par la satisfaction d'un besoin d'intérêt général.
- Une solution évolutive
Le nombre d'actionnaires de la SPL peut évoluer de même que son objet social. De plus, opter pour la SPL n'a rien de définitif.
- La performance
La SPL propose une véritable gestion d'entreprise, les salariés relevant du droit privé de même que la comptabilité. L'absence de procédure de mise en concurrence pour confier des missions à la SPL génère un gain de temps et d'argent.

- La simplicité juridique

L'absence de mise en concurrence pour confier des missions à la SPL ne signifie pas absence de liens juridiques entre la SPL et la collectivité délégante, mais toute mission déléguée donnera lieu à l'établissement d'un contrat « simplifié » afin de sécuriser les liens entre la SPL et les collectivités concédantes.

- La transparence

La SPL se caractérise par la transparence de sa gestion ; elle cumule les contrôles internes et externes, publics et privés.

2.3 - Les organes d'une SPL

- Les élus « mandataires » sont désignés par les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, pour siéger au sein des instances de la SPL.
- Les Assemblées générales ordinaires (AGO) ou extraordinaires (AGE)
 - L'A.G. des actionnaires est l'organe souverain de la SPL. Elle est composée de tous les actionnaires. Le nombre de voix de chacun est fonction de la part du capital social détenu. Elle approuve les comptes annuels, nomme les membres du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance, le Commissaire aux Comptes et décide des modifications de statuts et de la dissolution de la société.
- L'organe de gestion est le Conseil d'Administration (CA) composé de trois à dix-huit membres. Le nombre de sièges de chaque collectivité est également proportionnel au capital social, mais toute collectivité actionnaire a droit à au moins un siège au CA.
- Le respect du cadre « in house », qui ouvre aux collectivités actionnaires la possibilité de confier à la SPL la gestion de services publics sans mise en concurrence, impose à ces dernières d'exercer sur elle un contrôle analogue à celui exercé sur leurs propres services.

3 - Présentation de la SPL « OPÉ »

La SPL « OPÉ » aurait comme actionnaires la Ville de Saint-Denis et celle de la Possession.

- La Ville de Saint-Denis pourrait déléguer à la SPL, dans un premier temps la gestion des activités actuellement assurées par les associations Saint-Denis Enfance, le Foyer des Jeunes de Joinville et Jeunesse 2000.
- La Commune de la Possession est intéressée pour s'associer dans la perspective de pouvoir également confier à la SPL des services à la personne, des études...

Le montant du capital social serait de 2 520 000 €, calculé en fonction du coût des activités dont la gestion sera confiée à la SPL et des besoins en trésorerie qui en découlent.

Ce capital social, qui constitue une dépense d'investissement pour les collectivités actionnaires, peut être libéré progressivement, en fonction de la montée en charge des activités de la SPL ou en totalité lors de sa création.

Le Conseil municipal a été destinataire de la version définitive des statuts de la SPL « OPÉ » et il convient désormais d'acter, dans l'ordonnancement juridique, l'adhésion de la collectivité à la SPL.

Par conséquent, je vous demande :

- d'approuver le projet de statuts de la SPL (annexé à la présente Délibération) ;
- de vous prononcer favorablement sur l'adhésion de la Ville de Saint-Denis à la SPL « OPÉ » ;
- d'approuver la souscription au capital social de la SPL (qui est fixé à 2 520 000 € soit 2 520 actions de 1 000 € chacune) à hauteur de 2 500 000 €, correspondant à 2 500 actions de 1 000 € ;
- d'inscrire au Budget principal de la Ville les crédits nécessaires à cet apport en capital sous les Chapitre 26 et Article 261 ;
- d'autoriser Madame BELIM Audrey à effectuer toutes les démarches, y compris au nom et pour le compte de la Société en cours de constitution, et à finaliser tous les documents administratifs ou financiers permettant de concrétiser l'adhésion de la collectivité à la SPL.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

OBJET **Constitution de la Société publique locale "OPE"**
Approbation des statuts, de l'adhésion et de la souscription au capital social

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N°18/4-019 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur LOWINSKY Jacques - 1er adjoint au nom des commissions « Affaire Générale / Entreprise Municipale » et « Projet Educatif Global » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A LA MAJORITE

*(10 contre : HO-SHING Cynthia, VITRY Faouzia, LATRA Sylvie, MOREL Jean-Jacques,
TÉCHER Régis, HUBERT Richenel, DOKI-THONON Lisianna, FOURNEL Dominique,
LAGOURGUE Michel -par procuration-, HOARAU Serge -par procuration-)*

ARTICLE 1 Approuve le projet de statuts de la SPL (annexé à la présente Délibération).

ARTICLE 2 Se prononce favorablement sur l'adhésion de la Ville de Saint-Denis à la SPL « OPÉ ».

ARTICLE 3 Approuve la souscription au capital social de la SPL (qui est fixé à 2 520 000 € soit 2 520 actions de 1 000 € chacune) à hauteur de 2 500 000 € correspondant à 2 500 actions de 1 000 € chacune.

ARTICLE 4 Les crédits nécessaires à cet apport en capital sont inscrits au Budget principal de la Ville sous les Chapitre 26 et Article 261.

ARTICLE 5 Autorise Madame BELIM Audrey à effectuer toutes les démarches, y compris au nom et pour le compte de la Société en cours de constitution, et à finaliser tous les documents administratifs ou financiers permettant de concrétiser l'adhésion de la collectivité à la SPL.



**Projet de STATUTS de la
Société Publique locale « OPÉ »**

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Sommaire

Sommaire	2
FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE –DUREE	4
ARTICLE 1 - FORME	4
ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE	4
ARTICLE 3 – OBJET	4
ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL	5
ARTICLE 5 – DUREE	5
PARTIE II	6
CAPITAL SOCIAL – ACTIONS	6
ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLE 7 – AVANTAGES PARTICULIERS	6
ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS	6
ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLEE 10 – REDUCTION DU CAPITAL	6
ARTICLE 11 - LIBÉRATION DES ACTIONS	7
ARTICLE 12 - FORMES ET ACTIONS	7
ARTICLE 13 - TRANSMISSION	7
ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS	8
ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS	8
PARTIE III	9
ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE	9
ARTICLE 16 - COMPOSITION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	9
ARTICLE 17 - DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D’ÂGE	9
ARTICLE 18 - PRESIDENCE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	10
ARTICLE 19 - RÉUNIONS - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	10
ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	11
ARTICLE 21 - DIRECTION GÉNÉRALE - DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS	11
ARTICLE 22 – SIGNATURE SOCIALE	12
ARTICLE 23 – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	12
ARTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN DIRIGEANT, UN ADMINISTRATEUR OU UN ACTIONNAIRE	13
ARTICLE 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
ARTICLE 26 – CONTRÔLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIETE – CONTRÔLE ANALOGUE	14
ARTICLE 27 – REPRESENTANT DE L’ETAT - INFORMATION	15
ARTICLE 28 – RAPPORT ANNUEL DES MANDATAIRES	15
ARTICLE 29 - QUESTIONS ECRITES – DROIT D’INFORMATION PERMANENT	15
PARTIE IV	17
ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS STATUTAIRES	17
ARTICLE 30 – ASSEMBLEES D’ACTIONNAIRES – NATURE DES ASSEMBLEES	17
ARTICLE 31 – ORGANE DE CONVOCATION – LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES	17
ARTICLE 32 – FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION	17
ARTICLE 33 – ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES	18
ARTICLE 34 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES	18
ARTICLE 35 – REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES – VOTE PAR CORRESPONDANCE	18
ARTICLE 36 – TENUE DE L’ASSEMBLEE - BUREAU	18
ARTICLE 37 - EFFETS DES DELIBERATIONS	19
ARTICLE 38 - PROCES-VERBAUX	19
ARTICLE 39 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES ORDINAIRES	19
ARTICLE 40 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES	19
ARTICLE 41 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES	20
ARTICLE 42 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES	20

ARTICLE 43 – QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES SPECIALES.....	20
<i>PARTIE V</i>	<i>21</i>
<i>EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS</i>	<i>21</i>
ARTICLE 44 – ANNEE SOCIALE.....	21
ARTICLE 45 - COMPTES SOCIAUX.....	21
ARTICLE 46 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE	21
ARTICLE 47 – PAIEMENT DU DIVIDENDE	22
<i>PARTIE VI</i>	<i>23</i>
<i>TRANSFORMATION - PERTES GRAVES - DISSOLUTION – LIQUIDATION – FUSION - CONTESTATIONS</i>	<i>23</i>
ARTICLE 48 – TRANSFORMATION - PROROGATION.....	23
ARTICLE 49 – PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION	23
ARTICLE 50 - LIQUIDATION	23
ARTICLE 51 – FUSION – SCISSION – APPORT PARTIEL D’ACTIF	24
ARTICLE 52 - CONTESTATIONS	24
<i>PARTIE VII</i>	<i>25</i>
<i>DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX – ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION – PUBLICITE</i>	<i>25</i>
ARTICLE 53 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.....	25
ARTICLE 54 – NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	25
ARTICLE 55 – ENGAGEMENT POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION	25
ARTICLE 56 – PUBLICITE	25

PARTIE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE –DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après dénombrées, une Société anonyme publique locale régie par les dispositions du titre III du livre V de la 1ère partie du code général des collectivités territoriales issu de la loi n°2010-559, du 28 mai 2010, et celles non contradictoires à ce titre III, du titre II du même livre, par les dispositions du livre II du code de commerce applicables aux SA, par les présents statuts ainsi que tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La Société est dénommée «S.P.L. OPÉ»

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet, dans le domaine de l'action sociale et de l'action socio-éducative, d'accompagner le développement des services aux habitants et à la famille en mettant en place, pour le compte des actionnaires, des services à destination des enfants, des jeunes, des aînés et des publics fragiles.

Elle pourra ainsi assurer notamment :

Le développement et la gestion de structures d'accueil de la petite enfance,

Le développement et la gestion de structures d'accueil périscolaires et d'accueils de loisirs,

Le développement et la mise en place d'offres de services à la personne

La mise en place et la gestion d'animations pour la jeunesse,

La réalisation de prestations de services dans les domaines précités

L'organisation de manifestations locales et d'évènements ponctuels à destination des familles

Elle pourra également assurer la réalisation d'études et de toutes opérations qui sont compatibles avec ces domaines d'activités, qui se rapportent et/ou contribuent à la réalisation de son objet.

Ces activités sont exercées exclusivement pour le compte et à l'initiative des actionnaires de la Société, sur le territoire de ses membres, et pour autant qu'elles s'exercent dans le cadre de conventions conclues conformément aux dispositions d'ordre public.

D'une manière plus générale, la Société pourra passer toute convention appropriée et pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières qui sont compatibles avec cet objet, qui s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra également participer à un groupement d'intérêt économique, mais uniquement dans le cadre de la réalisation de l'objet susvisé et conformément aux pratiques conformes à la loi et aux règlements.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : Mairie de Saint-Denis (provisoire)

La compétence pour transférer le siège social en tout endroit du même département appartient au conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. À défaut, tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

PARTIE II

CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 520 000 € euros, divisé en 2 520 actions d'une valeur nominale de 1 000 euros chacune, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, ci-après également dénommés « collectivités ou leurs groupements » ou « actionnaires ».

ARTICLE 7 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de collectivités et/ou groupements de collectivités associées.

ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS

Les actionnaires pourront faire des apports en compte courant (article L.1522-4 du code général des collectivités territoriales), dans le respect des dispositions de l'article L.1522-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté suivant décision ou autorisation de l'assemblée générale extraordinaire par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions du code de commerce.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-proprétaire d'actions s'exercent conformément aux dispositions en vigueur.

Les actions créées sont obligatoirement attribuées à des collectivités territoriales ou leurs groupements.

ARTICLEE 10 – REDUCTION DU CAPITAL

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire. Elle s'opère, soit par une voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

ARTICLE 11 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié de leur valeur nominale.

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du conseil d'administration aux époques et conditions qu'il fixe. Les appels de fonds sont toujours portés à la connaissance des actionnaires un mois avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Les actionnaires ont à toute époque la faculté de se libérer par anticipation, mais ils ne peuvent prétendre, à raison des versements par eux faits avant la date fixée pour les appels de fonds, à aucun intérêt ou premier dividende. Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant desdites actions. À défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, les sommes exigibles sont, dès lors, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur, majoré de TROIS (3) points. La Société dispose, contre l'actionnaire défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

Dans l'hypothèse où, pour des raisons tenant au principe de l'annualité budgétaire, les personnes morales de droit public n'ont pas créé, au moment de l'appel des fonds, les moyens financiers destinés à y faire face, les intérêts de retard ne leur sont applicables que si elles n'ont pas pris lors de la première réunion de leur assemblée délibérante suivant l'appel de fonds, une délibération décidant le versement des fonds appelés.

ARTICLE 12 - FORMES ET ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la Société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la Société que par virement de compte à compte et pour autant que les bénéficiaires desdites transmission soient des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les mutations d'actions s'effectuent librement entre actionnaires. Il en est de même des transmissions d'actions résultant de la fusion, de la scission ou de la dissolution après réunion en une seule main de toutes les parts d'une personne morale actionnaire. La transmission d'actions, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, est également libre entre actionnaires.

Toutes autres transmissions, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, être autorisées préalablement par le conseil d'administration.

En cas d'augmentation du capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-P84619-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

À défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président de la Chambre commerciale du Tribunal de Grande Instance de Saint-Denis de la Réunion statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage. En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports ; aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

En cas, soit d'échange de titres consécutif à une opération de fusion ou de scission, de réduction de capital, de regroupement ou de division, soit de distribution de titres imputée sur les réserves ou liée à une réduction de capital, soit de distribution ou attribution d'actions gratuites, le conseil d'administration pourra vendre les titres dont les ayants droit n'ont pas demandé la délivrance selon des modalités fixées par les textes en vigueur.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que toutes les actions de même catégorie alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

PARTIE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 16 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un conseil d'administration de 7 membres (possible de 3 à 18 membres), tous représentants les actionnaires.

Les représentants des actionnaires au conseil d'administration sont les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5, R. 1524-2 à R 1524-6 du code général des collectivités territoriales.

Les actionnaires ont droit à un siège au moins au conseil d'administration. Si le nombre des sièges au conseil d'administration fixé par les présents statuts ne permet pas d'assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des actionnaires ayant une participation réduite au capital, ils pourront se réunir en assemblée spéciale et désigner un ou des représentants communs ; un siège au moins leur étant réservé.

Les actionnaires se répartissent les sièges qui leur sont globalement attribués, proportionnellement à leurs participations respectives.

Conformément à l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des actionnaires incombe à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales dont ils sont mandataires.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux actionnaires membres de cette assemblée.

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société, elle ou il a le droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représenté au conseil d'administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein, par l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement. Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par le conseil d'administration.

Les sièges au conseil sont répartis comme suit :

Actionnaire	Nombre de sièges au sein du conseil
Ville de Saint Denis	6
Ville de la Possession	1
Total :	7

ARTICLE 17 - DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'ÂGE

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Tout administrateur sortant est rééligible.

Les fonctions des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent fin à l'expiration du mandat de l'assemblée qui les a désignés. Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

En outre, leur mandat prend fin s'ils perdent leur qualité d'élu ou s'ils sont relevés de leurs fonctions par la collectivité ou le groupement de collectivités qui les a désignés.

Dans ce dernier cas, la personne publique qui les a relevés de leur fonction pourvoit à leur remplacement.

En cas de vacance des postes, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans les plus brefs délais.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office, même si au moment de sa nomination il n'était pas encore atteint par la limite d'âge.

ARTICLE 18 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il détermine le cas échéant sa rémunération.

Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à son mandat.

Le président du conseil d'administration ne doit pas avoir atteint l'âge de 65 ans à la date de sa nomination.

Lorsqu'il atteint cet âge en cours de mandat, il est réputé démissionnaire d'office (Article L225-48 du code du commerce).

Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration.

Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'assemblée générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Il garantit l'application des modalités du contrôle analogue de la Société par les personnes publiques telles que définies dans le document annexé aux présents statuts.

S'il le juge utile, le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent, exclusivement en l'absence du président, à présider les séances du conseil et les assemblées. En l'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

ARTICLE 19 - RÉUNIONS - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au minimum une fois par semestre. Il est convoqué par le président à son initiative et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du directeur général ou encore, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs.

Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est arrêté par le président.

Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation, mais avec l'accord de la moitié, au moins, des administrateurs en exercice.

Les administrateurs sont convoqués en conseil d'administration par le président dudit conseil, par tout moyen à la convenance du président moyennant un délai de prévenance de 5 jours calendaires, sauf cas d'urgence. La convocation précise la date, l'heure, le lieu et les points constituant l'ordre du

jour proposé pour la réunion prévue. Elle peut indiquer la liste des personnes conviées en tant que de besoin.

Les membres du conseil d'administration participent à la réunion du conseil d'administration avec une voix délibérative. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité de ses membres, sauf pour le cas où la loi et/ou les statuts exigent une majorité qualifiée. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix et chaque administrateur présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. Le président dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité de voix.

Le conseil d'administration désigne, sur la proposition de son président, un secrétaire de la réunion qui peut être choisi parmi les membres du conseil d'administration ou du personnel de la Société.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis par le secrétaire de la réunion désigné à cet effet et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation du conseil d'administration dans sa réunion suivante.

ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier toutes questions en lien avec l'objet social que le conseil ou son président lui soumet.

ARTICLE 21 - DIRECTION GÉNÉRALE - DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

La direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique choisie en dehors de ce conseil. Le conseil d'administration statuant dans les conditions définies par les présents statuts choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale.

Les représentants des actionnaires ne peuvent pas être désignés pour la seule fonction de Directeur Général.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le conseil peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où le président exerce les fonctions de directeur général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Lorsque la direction générale n'est pas assumée par le président du conseil d'administration, le conseil d'administration nomme un directeur général auquel s'applique la limite d'âge fixée pour les fonctions de président.

La fonction de Directeur Général ne doit pas être incompatible avec l'exercice éventuel par l'intéressé de certaines fonctions publiques ou professionnelles.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf s'il assume les fonctions de président du conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au conseil d'administration. Il engage la Société même par ses actes ne relevant pas de l'objet social, à moins que la Société ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers auxquels toutes décisions limitant ses pouvoirs sont inopposables.

Il peut être autorisé par le conseil d'administration à consentir les cautions, avals et garanties donnée par la Société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

Sur la proposition du directeur général ou du président exerçant les fonctions de directeur général, le conseil d'administration peut nommer un ou, dans la limite de cinq, plusieurs directeurs généraux délégués. La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux directeurs généraux délégués.

Ils sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le directeur général cesse ou est hors d'état d'exercer ses fonctions, le ou les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

ARTICLE 22 – SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la Société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés, soit par l'une des personnes investies de la direction générale, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet.

Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 23 – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Rémunération du président Directeur Général

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Le représentant des collectivités territoriales ou de leurs groupements exerçant des fonctions de président assumant la direction générale de la Société peut percevoir une rémunération ou des avantages particuliers définis par le conseil d'administration qui l'a nommé et dans la limite de la délibération expresse de l'assemblée délibérante qui aura déterminé la nature des fonctions exercées et en aura prévu le montant maximum.

Rémunération des Administrateurs

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures.

Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire.

Le conseil d'administration répartit librement entre ses membres la somme globale allouée aux administrateurs sous forme de jetons de présence.

Il peut également être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats particuliers ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration et sont soumises aux articles L. 225-38 à L. 225-42 du code de commerce.

De même, le président n'exerçant pas les fonctions de Directeur Général peut être rémunéré dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Les administrateurs ne peuvent percevoir une rémunération ou des avantages particuliers que s'ils y ont été autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, qui aura déterminé la nature des fonctions exercées et prévu le montant maximum de la rémunération correspondante.

Rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

La rémunération du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués est déterminée par le conseil d'administration.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux qui sont investis de la présidence, de la direction générale ou de la direction générale déléguée et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par loi.

ARTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN DIRIGEANT, UN ADMINISTRATEUR OU UN ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droits de vote supérieure à 10% doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par le code de Commerce.

Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec l'actionnaire par personne interposée.

Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la Société et une entreprise si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

À peine de nullité, conformément à la loi il est rappelé qu'il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Le contrôle des comptes est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par le code de commerce.

Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

En dehors des missions spéciales que leur confère le code de commerce, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par les textes en vigueur.

Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et en même temps que les intéressés, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes les assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du conseil.

ARTICLE 26 – CONTRÔLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIETE – CONTRÔLE ANALOGUE

Le conseil d'administration, composé exclusivement de représentants des actionnaires, détermine les orientations de l'activité de la Société en fonction des stratégies définies par ses actionnaires et veille à leur mise en œuvre.

Les collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires, exercent sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services tenant, notamment, aux pouvoirs dévolus au conseil d'administration et aux conventions passées avec les collectivités actionnaires.

Afin de formaliser l'exercice de ce contrôle, il est annexé aux présents statuts un document intitulé « Modalités du contrôle analogue de la Société par les personnes publiques », élaboré par les personnes publiques associées et adopté par leur organe délibérant.

Ce document a notamment pour objet de déterminer les clauses particulières de contrôle des personnes publiques actionnaires en matière :

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

- d'orientations stratégiques de la Société,
- de gouvernance et de vie sociale,
- d'activités opérationnelles.

Le document prévoit en outre la création d'un comité de contrôle qui aura vocation à intervenir dans le cadre de ce contrôle analogue. Il en définit le rôle et les modalités de composition et de fonctionnement.

Il permet de fixer les procédures nécessaires et suffisantes à la permanence, pendant toute la durée de vie de la Société sous sa forme de SPL, du contrôle analogue des personnes publiques actionnaires sur la Société.

À titre de condition essentielle et déterminante, les modalités de contrôle analogue qui figurent dans ce document s'imposent à la Société.

De même s'imposeront à la Société toutes les évolutions desdites modalités convenues par les collectivités.

Il appartient au président du conseil d'administration et au directeur général de permettre et veiller à la stricte application des modalités ainsi définies du contrôle de la Société par les personnes publiques.

ARTICLE 27 – REPRESENTANT DE L'ÉTAT - INFORMATION

Les délibérations du conseil d'administration et des assemblées générales de la Société sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département du siège social de celle-ci.

Il en est de même des contrats visés aux articles L 1523-2 à L 1523-4 u CGCT ainsi que les comptes annuels et des rapports du commissaire aux comptes.

La saisine de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L1524-2 du CGCT et L235-1 du code des juridictions financières, entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale de la délibération contestée.

ARTICLE 28 – RAPPORT ANNUEL DES MANDATAIRES

Les représentants des collectivités territoriales et/ou de leurs groupements doivent présenter au minimum une fois par an aux assemblées délibérantes des collectivités ou groupements dont ils sont mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société et portant notamment sur les modifications des statuts et annexe(s) qui ont pu intervenir.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 29 - QUESTIONS ECRITES – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

1) Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, peuvent poser par écrit au président du conseil d'administration des questions sur une ou plusieurs opérations de gestion de la Société.

La réponse doit être communiquée aux commissaires aux comptes.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

À défaut de réponse dans un délai d'un mois ou à défaut de communication d'éléments de réponses satisfaisants, ces actionnaires peuvent demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise peuvent également demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre les honoraires à la charge de la Société.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, aux commissaires aux comptes et au conseil d'administration. Ce rapport doit être annexé à celui établi par les commissaires aux comptes, en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

2) Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président du conseil d'administration sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse est communiquée au commissaire aux comptes.

3) En outre dans le cadre du pouvoir de contrôle chaque actionnaire disposera d'un droit de communication et d'accès à l'ensemble des informations relatives à la Société et à ses opérations, qui seront définis, le cas échéant, dans le cadre d'un règlement intérieur.

PARTIE IV

ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS STATUTAIRES

ARTICLE 30 – ASSEMBLEES D’ACTIONNAIRES – NATURE DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales.

Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

ARTICLE 31 – ORGANE DE CONVOCATION – LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration.

À défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par le code de commerce, notamment par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président de la Chambre Commerciale du TGI statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins 5% du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

ARTICLE 32 – FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION

La convocation aux assemblées est effectuée quinze jours avant la date de ces dernières soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire.

Cette convocation peut-également être transmise par un moyen électronique mis en œuvre dans les conditions de l'article R 225-63 du code de commerce, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Les titulaires d'actions depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la Société le montant des frais de recommandation.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci.

Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément au code de commerce.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation soit de l'envoi des lettres et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de six jours sur

convocation suivante.
Accusé de réception suivant
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

ARTICLE 33 – ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital fixée par les dispositions légales et réglementaires (5%) ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

ARTICLE 34 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de l'action, le titulaire du droit de vote peut assister ou se faire représenter à l'assemblée sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer à toutes les assemblées générales.

Les propriétaires d'actions indivises sont représentés comme il est dit ci-avant.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 35 – REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES – VOTE PAR CORRESPONDANCE

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire.

Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours.

Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la Société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

La Société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 36 – TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU

À chaque assemblée, est tenue une feuille de présence dont les mentions sont déterminées par les textes en vigueur. Elle est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un vice-président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président. A défaut elle élit elle-même son président.

En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptant qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

ARTICLE 37 - EFFETS DES DELIBERATIONS

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses délibérations prises conformément aux dispositions du code de commerce et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables.

Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

En outre les représentants des actionnaires ne peuvent, sans avoir recueilli le consentement préalable de leurs organes délibérants respectifs, adopter les modifications proposées par le conseil d'administration qui porteraient sur l'objet de la Société la composition du capital social ou les organes de direction de la Société.

ARTICLE 38 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président ou un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent être également certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

En cas de liquidation de la Société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 39 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du président de la Chambre Commerciale du TGI statuant sur requête.

ARTICLE 40 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 41 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital.

Elle ne peut non plus changer la nationalité de la Société.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

ARTICLE 42 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

Lorsque l'assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorums et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes ni comme mandataires.

ARTICLE 43 – QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES SPECIALES

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins sur première convocation la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits.

À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Ces assemblées statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

PARTIE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 44 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société et se terminera le 31/12/2019.

ARTICLE 45 - COMPTES SOCIAUX

À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit les comptes annuels prévus par les dispositions du code de commerce, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il établit également un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions en vigueur, et présentés à l'assemblée annuelle par le conseil d'administration.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce applicables aux Sociétés.

L'assemblée générale statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

ARTICLE 46 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique, expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 47 – PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président de la Chambre Commerciale du TGI statuant sur requête à la demande du conseil d'administration.

PARTIE VI

TRANSFORMATION - PERTES GRAVES - DISSOLUTION – LIQUIDATION – FUSION - CONTESTATIONS

ARTICLE 48 – TRANSFORMATION - PROROGATION

La Société ne peut se transformer en Société d'une autre forme sans perdre le bénéfice du régime des sociétés publiques locales définies par les dispositions de l'article L.1531-1 du code général des collectivités locales.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 49 – PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par les dispositions du code de commerce, le conseil d'administration est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

La décision de l'assemblée est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 50 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la Société est en liquidation sauf dans les cas prévus par dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des administrateurs sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle met légalement fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent le cas échéant la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le conseil d'administration doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les actionnaires en assemblées ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte de liquidation et le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Accusé de réception en préfecture
974-2190018-2018-0004-0000-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de convoquer l'assemblée, le président de la Chambre Commerciale du TGI, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision de la Chambre Commerciale du TGI, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 51 – FUSION – SCISSION – APPORT PARTIEL D'ACTIF

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut accepter la transmission de patrimoine effectuée à la Société par une ou plusieurs autres Sociétés à titre de fusion ou de scission.

Elle peut pareillement, transmettre son patrimoine par voie de fusion ou de scission ; cette possibilité lui est ouverte même au cours de sa liquidation, à condition que la répartition de ses actifs entre les actionnaires n'ait pas fait l'objet d'un début d'exécution.

De même, la Société peut apporter une partie de son actif à une autre Société ou bénéficier de l'apport d'une partie de l'actif d'une autre Société.

ARTICLE 52 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction compétente.

PARTIE VII
DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX – ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE
EN FORMATION – PUBLICITE

ARTICLE 53 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés premiers administrateurs de la Société :

- M/Mme [XX1] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX2] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX3] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX4] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX5] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX6] représentant la Ville de Saint Denis ;
- M/Mme [XX7] représentant la Ville de la Possession ;

Qui ont accepté et déclaré, chacun en ce qui le concerne, qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne leur interdit d'exercer les fonctions d'administrateur de la Société.

ARTICLE 54 – NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelé à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2019 :

- en qualité de premier commissaire aux comptes titulaire ; [CAC1] ;
- en qualité de premier commissaire aux comptes suppléant ; [CAC2] ;

Les commissaires aux comptes ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et ont déclaré satisfaire toutes les obligations requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

ARTICLE 55 – ENGAGEMENT POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts.

Cet état est tenu à la disposition des actionnaires qui ont pu en prendre copie, trois jours au moins avant la signature des présents statuts.

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise des engagements ainsi contractés.

ARTICLE 56 – PUBLICITE

Tous pouvoirs spéciaux sont donnés à [ELU XXX] soussigné qui accepte, à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la Société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Fait à ...

Le ...

En ... originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018



**Modalités du contrôle de la
Société Publique Locale « OPÉ »
Par les personnes publiques actionnaires**

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DEVOIRS DES ADMINISTRATEURS	4
ARTICLE 3 – CONTROLE PAR LE CONSEIL D’ADMINISTRATION	4
ARTICLE 4 – CONTROLE PAR LE COMITE DE CONTRÔLE	5
ARTICLE 5 – DUREE ET MODIFICATION	7

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

Les Villes de Saint Denis et de La Possession, ont adopté par délibération :

- Du conseil municipal de Saint-Denis en date du __/__/__,
- Du conseil municipal de la Possession en date du __/__/__,

Le présent document, annexé aux statuts de la SPL « OPÉ », afin de définir les règles de contrôle desdites personnes publiques sur ladite société de manière analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Les dispositions du présent document s'imposent au conseil d'administration ainsi qu'à tous les organes et préposés de la société.

Les obligations qui en découlent s'appliquent aussi bien à chaque administrateur qu'à chaque représentant des collectivités et groupements de collectivités actionnaires.

La SPL « OPÉ » prendra toutes mesures pour en faire respecter les dispositions par l'ensemble des personnes concernées, sous le contrôle des collectivités et groupements de collectivités actionnaires.

Ceci ayant été exposé il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent document détermine les règles permettant aux collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires d'exercer conjointement un contrôle sur la société qui soit analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Il a vocation à accompagner les règles légales, réglementaires et statutaires, afin de préciser les modalités dudit contrôle qui s'exerce, de manière conjointe et analogue à celui que la jurisprudence qualifie de contrôle « in house », dans l'intérêt de ses membres et des collectivités et groupements de collectivités qu'ils représentent.

Ce contrôle s'exercera notamment :

- ↪ en matière d'orientations stratégiques de la société,
- ↪ en matière de gouvernance et de vie sociale,
- ↪ en matière d'activités de la société.

Le contrôle exercé par les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires s'effectuera en phases préparatoire, de suivi et de bilan des activités de la société.

Ce contrôle s'exercera à niveaux différents :

- 1) Au niveau du Conseil d'Administration,
- 2) Au niveau d'un Comité de contrôle analogue.

Dans ce cadre, la SPL communiquera aux collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires, aux administrateurs et aux membres du Comité de contrôle analogue, tous documents matérialisant l'exercice effectif de ce contrôle et plus particulièrement :

- Les comptes-rendus des réunions du Conseil d'Administration,
- Les comptes-rendus des réunions du Comité de contrôle analogue.

ARTICLE 2 - DEVOIRS DES ADMINISTRATEURS

Chacun des membres du conseil d'administration déclare avoir connaissance des statuts de la Société Publique Locale « OPÉ », ainsi que des textes légaux et réglementaires qui régissent les sociétés anonymes publiques locales.

L'élu administrateur représente l'ensemble des associés et doit donc agir en toutes circonstances dans l'intérêt de la société correspondant à l'intérêt commun des associés.

- **Obligation de diligence**

Chaque membre du conseil s'engage à faire tous ses efforts pour assister :

- à toutes les réunions du conseil d'administration, et plus particulièrement aux réunions relatives aux orientations de l'activité de la société et aux perspectives financières,
- aux réunions de tous comités créés par le conseil d'administration dont il serait membre.

Chaque représentant des collectivités ou groupements de collectivités devra présenter, au moins une fois par an, à l'assemblée délibérante de sa collectivité ou de son groupement de collectivités un rapport écrit portant sur l'activité de la société, sur son fonctionnement, notamment sur les modifications statutaires, sur le budget et la trésorerie de la société.

- **Obligation de se documenter et droit de contrôle**

Tous les administrateurs sont régulièrement informés des éléments significatifs d'actualités sur les opérations et activités en cours.

Chacun des administrateurs représentant les personnes publiques dispose des pouvoirs de contrôles identiques à ceux qu'il exerce sur ses propres services ce qui lui confère le droit d'accès, qui emporte celui de prendre copie, de l'ensemble des documents de la société, le droit de demander à la société de lui fournir toutes notes sur tout sujet relatif à l'activité de la société, et de se faire assister dans ses investigations de tout sachant de son choix, expert ou autre.

Ainsi, pour participer efficacement aux travaux et aux délibérations du Conseil d'administration, l'administrateur se fait communiquer les documents qu'il estime utiles, tant avant qu'après ces réunions.

Les demandes à cet effet sont formulées auprès du Président qui est tenu de s'assurer que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 3 – CONTROLE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de la SPL se réunit conformément aux articles 20 et 21 des statuts et détermine les orientations de l'activité de la Société, veille à leur mise en œuvre, se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration ne délibère qu'après prise en compte des avis rendus par le Comité de contrôle analogue pour les projets qui lui sont soumis, tel que prévu à l'article 4 ci-après.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

A. CONTROLE EN MATIERE D'ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA SOCIETE

Le Conseil d'administration intervient notamment pour toutes :

- Décisions sur les activités, la stratégie de développement et les perspectives financières de la SPL ;
- Décisions sur toutes les opérations et activités comportant une part de risque contractuelle pour la Société, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques de ses actionnaires, conformément à son objet social ;
- Décisions sur les modalités courantes d'imputation forfaitaire des charges de structure ou des frais de gestion sur les contrats et conventions en cours ;
- Approbation des comptes prévisionnels, comptes annuels et rapports annuels ;
- Informations sur la politique financière de la société et, le cas échéant, sur les caractéristiques des financements des opérations et activités et de la société ;
- Informations sur les éventuels contentieux, recours, contrôles institutionnels et sur leurs résultats.

B. CONTROLE EN MATIERE DE GOUVERNANCE ET DE VIE SOCIALE DE LA SOCIETE

Le Conseil d'administration intervient notamment pour toutes :

- Décisions portant nomination et rémunération du Président ou du Président Directeur Général, du Directeur Général, du ou des Directeurs délégués ;
- Décisions relatives aux rémunérations des administrateurs ;
- Décisions modifiant de manière significative le fonctionnement général de la Société ;
- Définition des moyens généraux et de l'enveloppe globale salariale nécessaire à la mise en œuvre des contrats et conventions confiés par les actionnaires ;
- Informations sur l'organigramme de la Sociétés et sur la politique sociale mise en œuvre ;
- Informations sur le climat social et le fonctionnement des instances représentatives du personnel ;
- Informations sur les outils de pilotage et de reporting mis en œuvre.

C. CONTROLE EN MATIERE D'ACTIVITES

Les activités opérationnelles de la SPL lui sont confiées par les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires dans le cadre de conventions ou contrats conclus conformément aux dispositions d'ordre public.

Les engagements pris pour la mise en œuvre de ces contrats ainsi que les résultats obtenus sont communiqués au Conseil d'administration conformément aux précisions apportées à l'article 5.

ARTICLE 4 – CONTROLE PAR LE COMITE DE CONTRÔLE ANALOGUE

Aux fins de rendre effectif le contrôle analogue il est mis en place un Comité de contrôle, qui sera chargé de donner son avis préalablement à tout projet de décision portant sur les orientations stratégiques, sur la gouvernance et la vie sociale ou sur l'activité opérationnelle de la SPL.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

Sur ces points, le Conseil d'administration ne délibère valablement qu'après prise en compte des avis rendus par le Comité de contrôle analogue pour les projets qui lui sont soumis. Par contre, le Conseil d'administration n'est pas tenu de se conformer à ces avis rendus à titre consultatif.

A - Composition du Comité de contrôle analogue

Le Comité de contrôle est composé de la manière suivante :

- Le Président Directeur Général de la SPL ou le Directeur Général ou le Directeur délégué de la Société Publique Locale qui a en charge son animation ;
- Un élu non membre du conseil d'administration, représentant chaque collectivité ou groupement de collectivités membre ;
- Le Directeur Général des services chaque collectivité ou groupement de collectivités membre ;
- Le Directeur Général Adjoint ou le responsable des collectivités ayant confié une mission pérenne à la Société en charge de cette activité.

En outre, le Comité de contrôle analogue pourra se faire assister des collaborateurs de la SPL ou de l'administration des collectivités ou groupements de collectivités actionnaires et, le cas échéant, de tout sachant dont la présence est souhaitée. Ainsi, pour toutes les missions pérennes ayant été confiées à la Société ayant de fortes connotations dans le domaine pédagogique, le Comité de contrôle pourra recueillir, en tant que de besoins, l'avis de tout expert dans le domaine.

Le comité de contrôle désigne, en son sein, un président lequel a voix prépondérante en cas de partage des voix.

La fonction de membre du Comité de contrôle prend fin en même temps que le mandat des administrateurs de la Société publique locale suite au renouvellement intégral des organes délibérants des collectivités et groupements actionnaires.

Le comité de contrôle analogue ne donne valablement ses avis qu'en présence d'au moins deux élus et du directeur général de la SPL. Tout élu du Comité peut recevoir un ou plusieurs pouvoirs, les membres des administrations pouvant se faire représenter.

Les avis du Comité de contrôle sont adoptés à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, le président du Comité de contrôle a voix prépondérante.

L'avis du Comité de contrôle est obligatoirement transmis aux membres du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer sans être en possession de cet avis.

B - Fonctionnement du Comité de contrôle analogue

Il se réunit aussi souvent que nécessaire, et au moins en amont de chaque conseil d'administration en vue d'examiner les points à l'ordre du jour et les décisions soumises au conseil.

Chacun des membres du comité de contrôle analogue peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour, voire la réunion du Comité de contrôle analogue sur une proposition d'ordre du jour.

L'ordre du jour et la date de chaque réunion sont proposés, soit par le Comité de contrôle lui-même à l'issue de chaque réunion, soit par le membre qui en aura demandé la convocation.

Mais c'est le Président Directeur Général de la SPL ou le Directeur Général ou le Directeur délégué de la Société Publique Locale qui a en charge son animation qui établit la convocation et en détermine l'ordre du jour.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

Les éléments préparatoires aux réunions du Comité de contrôle sont transmis à leurs membres 5 jours calendaires avant la réunion, sauf en cas d'urgence.

La voie électronique sera privilégiée dans la mesure du possible pour l'envoi des documents et la tenue de la réunion du Comité de contrôle sera également possible à distance.

Il est dressé, par la société, des procès-verbaux des réunions du comité de contrôle analogue comprenant les avis formulés. Ces procès-verbaux sont conservés par la société et au Conseil d'administration.

Une feuille de présence est tenue lors de chaque réunion.

C – Missions du Comité de contrôle analogue

Le Comité de contrôle analogue :

- Prépare les réunions du Conseil d'administration de la SPL et formule des avis auprès de celui-ci sur les points à l'ordre du jour faisant l'objet d'une délibération du CA (et non sur les autres points – informations, communications, débats sans vote, etc.)
- Par ailleurs,
 - Il peut se saisir de toute problématique liée à la passation ou à l'exécution d'un contrat
 - Il veille à l'application optimale de tout contrat passé avec un actionnaire public en vue de la réalisation de la mission confiée à la SPL, suit les résultats des actions engagées et fait toute proposition nécessaire à sa bonne exécution
 - Il analyse tout projet tenant à l'évolution des missions ou de l'activité de la SPL
 - Sur ces points, il communique aux membres du Conseil d'administration les résultats des travaux et réflexions menés, sans pour autant que ces éléments aient valeur d'avis formel, sauf dans le cas où ces mêmes points seraient inscrits à l'ordre du jour du Conseil d'administration donnant lieu à délibération.

ARTICLE 5 - REPORTING DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale de la SPL (Président Directeur Général de la SPL ou le Directeur Général ou le Directeur délégué) transmet aux membres du Conseil d'administration et aux membres du Comité de contrôle analogue un rapport semestriel sur :

- Les éléments significatifs d'actualité quant au fonctionnement de la SPL, à l'avancement et à l'évaluation de ses activités
- Des tableaux de bord sur les engagements pris pour la mise en œuvre de de chacun des contrats confiés à la SPL ainsi que l'analyse des résultats obtenus, l'explication des éventuels écarts constatés, notamment dans la réalisation du business plan et les corrections proposées
- La situation et les ratios relatifs à l'exécution budgétaire, à la trésorerie consolidée et au niveau global des emprunts, s'il y a lieu.
- Les difficultés éventuellement rencontrées et les propositions qui en découlent

Une copie de ce rapport est également transmise aux exécutifs des collectivités et groupements de collectivités actionnaires.

ARTICLE 6 – DUREE ET MODIFICATION

Le présent document restera en vigueur pour toute la durée de la société.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL

Les modifications substantielles du présent document relèvent de la compétence des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, les autres modifications relèvent la décision unanime des élus administrateurs de chaque collectivité ou groupement de collectivité actionnaire de la SPL, membres du Comité de contrôle.

Tout nouvel actionnaire sera invité à le ratifier concomitamment à son entrée en fonctions.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20180921-184019-DE
Date de télétransmission : 01/10/2018
Date de réception préfecture : 01/10/2018

Projet Modalités du Contrôle analogue annexées aux statuts de la SPL